

Intervention au nom des trois organisations syndicales

[Transcription de l'intervention de Patricia Grillo (CGT) et Maryline Ricci (Union syndicale Solidaires) lors d'une réunion publique « pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient », organisée par la CGT, la FSU, l'Union syndicale Solidaires et Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI), le 10 avril à la Bourse du travail de Paris.]

On a discuté entre nous avant le début de la guerre actuelle, et on s'est dit qu'au vu des massacres de janvier, il serait bien de commencer par une minute de silence en hommage à toutes les victimes du régime iranien.

Le 28 février, l'Iran est devenue la cible de frappes causant parmi la population civile un nombre croissant de mort.es et de blessé.es.

Dès le premier jour des bombardements, plus de 150 enfants ont été massacrés dans une école. Ont été également visés des quartiers résidentiels, des hôpitaux, des raffineries, des usines, des infrastructures vitales, une université, etc.

Il est maintenant prouvé que les soi-disant "*frappes chirurgicales sur des objectifs purement politiques et/ou militaires*", n'étaient qu'un grossier mensonge.



Maryline Ricci

(Union syndicale Solidaires)

Ce déluge de feu venu du ciel est utilisé par la République islamique

d'Iran comme argument pour renforcer la répression contre une population ayant déjà déploré en janvier au moins 30 000 mort.es et plus 54 000 arrestations.

Une nouvelle vague d'exécutions capitales est en cours ;

Au 9 avril, les autorités iraniennes ont exécuté au moins 14 personnes :

Mehdi GHASSEMI, Saleh MOHAMMADI, Saeed DAVOUDI, Ali FAHIM, Mohammad-Amin BIGLARI, Shahin VAHEDPARAST, Amir Hossein HATAMI, Kourosh KEYVANI, Akbar DANESHVARKAR, Babak ALIPOUR, Pouya GHOBADI, Mohammad TAGHAVI SANGDEHI, Abolhasan MONTAZER, Vahid BANI AMERIAN.

Comme cela était prévisible le régime iranien a riposté aux frappes des Etats-Unis et Israël en utilisant des méthodes comparables. De son côté, l'État d'Israël a envahi une partie du Liban.

Une trêve de deux semaines a été récemment annoncée, mais personne ne sait ce qui se passera à l'issue de cette période. En attendant la guerre continue dans plusieurs pays de la région, notamment au Liban.

Une pollution record et aux effets durables, frappe les êtres vivants, l'air et l'eau.

Des décennies seront nécessaires pour réparer les dégâts causés aux habitations et aux infrastructures.

Et pour couronner le tout, le risque d'accident nucléaire est réel, la centrale nucléaire de Bouchehr, a été la cible d'un bombardement, samedi dernier.

Cette guerre a également des conséquences sociales dramatiques pour les populations civiles, notamment les personnes déplacées, qui doivent faire face à toutes les pénuries, à l'accélération de l'inflation, à des pertes d'emplois et de salaires.

La guerre génère inévitablement des pertes d'emploi ; Les femmes comme partout dans le reste du monde ont souvent la charge de l'essentiel des tâches domestique, ainsi que celles en lien avec tout ce qu'on appelle « le soin », et qui permettent aux sociétés de fonctionner.

Avec les bombardements, ces tâches quotidiennes sont devenues dangereuses. Par ailleurs, l'état de guerre accentue les violences qui se répercutent au sein des foyers.

Une extension mondiale du conflit n'est pas écartée.

Il est plus urgent que jamais :

- Que les belligérants fassent enfin taire leurs armes,
- Que d'autres pays ne s'engagent pas à leur tour dans ce conflit au nom de la défense de leurs intérêts économiques.

En Iran comme ailleurs, la démocratie ne peut être que l'œuvre des peuples eux-mêmes

La démocratie ne peut être imposée de l'extérieur. Elle ne peut naître ni des missiles, ni des bombes, ni de prétendus "sauveurs suprêmes" arrivant dans les fourgons d'armées étrangères.

Elle ne peut être le fruit d'un processus social et politique enraciné dans le pays.

A cela, il y a un préalable : l'arrêt permanent de la guerre et la chute d'un régime détesté par plus de 80 % de la population.

La République islamique d'Iran doit être renversée par les peuples d'Iran eux-mêmes — ces peuples qui, depuis des années, résistent, s'organisent et se battent pour leur émancipation. Et c'est à eux, et à eux seuls, que doit revenir le droit de juger les dirigeants actuels.

Nous, organisations syndicales — la CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires — affirmons notre soutien aux Iraniennes et aux Iraniens en lutte.



Patricia Grillo (CGT)

Nous soutenons leur combat pour :

- La libération de toutes les prisonnières et tous les prisonniers politiques et d'opinion ;
- L'arrêt immédiat des exécutions, l'abolition de la peine de mort et de la torture ;
- La liberté de s'organiser, de faire grève et de manifester ;
- Le respect et le développement des droits démocratiques et sociaux, notamment pour les femmes, les travailleurs, les minorités nationales, religieuses et sexuelles, ainsi que pour les réfugiés afghans ;
- L'instauration de sanctions internationales contre les dirigeants iraniens et leurs familles. ;
- La levée des sanctions économiques et politiques qui frappent la population.

Nous apportons un soutien particulier aux militantes et militants, en Iran comme dans la diaspora, qui font entendre la voix de celles et ceux qui luttent pour en finir avec la République islamique.

Ils et elles portent une vision : celle de la justice sociale, de l'égalité, de la liberté, et du droit à l'autodétermination.

Ils et elles se battent pour un avenir construit par le bas, un avenir décidé par celles et ceux qu'il concerne, un avenir fondé sur l'auto-organisation du peuple.

Nous partageons leur opposition aux monarchistes qui, autour de Reza Pahlavi, se présentent comme une alternative à la République islamique.

Le programme autoritaire et ultralibéral de Reza Pahlavi et son entourage, est en totale contradiction avec les revendications sociales et démocratiques portées par la jeunesse, les femmes, les travailleurs.euses et les minorités nationales et sexuelles.

Non à la guerre, vive la vie !